



HAL
open science

Georges Granai, la sociologie urbaine, la formation en urbanisme et la création de l'IAR d'Aix-en-Provence

Daniel Pinson

► **To cite this version:**

Daniel Pinson. Georges Granai, la sociologie urbaine, la formation en urbanisme et la création de l'IAR d'Aix-en-Provence. 2026. <halshs-05560296>

HAL Id: halshs-05560296

<https://shs.hal.science/halshs-05560296v1>

Preprint submitted on 3 Apr 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Par Daniel Pinson, Marseille - Nantes, février - mars 2026

Introduction (Moment (contexte) de cette étude).

Les années 1960 marquent un tournant important pour l'enseignement de l'urbanisme et de l'aménagement avec la création, en 1969, de l'IAR (Institut d'Aménagement Régional) d'Aix-en-Provence. Cette formation a été ouverte au sein de l'Université d'Aix-Marseille III, où le Droit occupait une place dominante, sous l'impulsion conjointe de Georges Meyer-Heine (1905-1984), architecte-urbaniste, Inspecteur général du Ministère de l'Équipement, en retraite, et de Georges Granai (1922-1981), maître-assistant à l'Université d'Aix-Marseille I, où les Lettres dominaient. Un travail a été mené sur G. Meyer-Heine à l'occasion de la republication en 2016 de son livre *Au-delà de l'Urbanisme* (Mars 1968).

Le présent texte concerne cette seconde figure fondatrice de l'IAR, illustrée par Georges Granai. Il a bénéficié du travail préalable de Pierre Lassave, ancien étudiant de Granai, aujourd'hui Directeur de recherches émérite de l'EHESS, concernant le classement et un premier dépouillement des archives écrites et orales de Granai¹, dont le fonds a été versé sur FranceArchives.

Quarante ans après l'*Hommage* rendu à Granai², avant tout par le Département de sociologie (même si l'IAR est cosignataire des actes de cet *Hommage*) quatre ans après sa disparition, l'archivage des travaux de Granai appelle un approfondissement que P. Lassave a engagé et qu'il paraît essentiel de mener du point de vue de l'IAR. Le rôle de Granai y apparaît en effet décisif, d'abord au plan de l'élaboration du contenu de la formation, mais aussi de son administration, au point d'absorber une part considérable d'énergie que Granai n'a pu consacrer à l'achèvement de sa thèse, et, par voie de conséquence, à sa stabilisation professionnelle.

Sources

Le présent travail s'appuiera sur un certain nombre de documents écrits, classés par Lassave, puis retenus par nos soins pour ceux qui concernent plus directement la sociologie urbaine et l'IAR :

- des rapports d'études (1964, 1966) réalisées à la demande de la DAFU (Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme) et portant sur différentes villes de province, en particulier Aix parmi les premières engagées,
- un numéro spécial de la revue *Urbanisme* (1966) qui est en quelque sorte la synthèse de cette première campagne de recherches appliquées,
- le compte-rendu intégral des « Journées de sociologie urbaines d'Aix-en-Provence » des 19 et 20 janvier consacrées aux fonctions urbaines et à la structure de la ville,
- les actes d'un colloque « Sociologie et urbanisme » qui s'est tenu à Royaumont juste avant le déclenchement des événements de Mai 1968, publiés en 1970 aux Éditions de l'épi,

¹ FranceArchives, Portail national des Archives, Fonds Georges Granai (1922-1981) : <https://francearchives.gouv.fr/fr/findingaid/c0c3f71bc32d74013aba13fc8c772af021b6d51d>.

² UER de Sociologie-Ethnologie (Université de Provence), Institut d'Aménagement régional (Université Aix-Marseille III), *Hommage à Georges Granai*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1985, 360 p.

- le compte rendu d'une rencontre internationale, tenue à Saint-Maximin en 1974, près d'Aix, et à l'initiative de l'IAR, réunissant les quelques formations d'urbanisme existant en France (à Aix, à l'Institut de géographie, aux Ponts...) et des représentants de formations belge, italienne, anglaise et nord-américaine,

- des extraits de cours enregistrés et retranscrits sous format papier datant des années 1974-1980 (elles figurent dans l' *Hommage* à Granai).

Il resterait, en dehors d'une campagne relative à des archives orales, à retrouver, réunir et analyser, en matière d'archives papier, ce qui, en dépit des deux déménagements a pu être conservé à l'IUAR.

Sociologie et urbanisme

Un basculement s'opère avant 1968, avant ces fameux événements de mai qui sont en fait l'acmé de la décennie des années 1960. On rejoint sur ce plan la proposition d'Antoine Compagnon faisant de 1966 « l'année mirifique » et, ici, pour des questions touchant le développement urbain et l'urbanisme et qui s'ajoutent à celles que pointe par ailleurs Compagnon. Il faut mentionner en particulier la publication de l'ouvrage de Françoise Choay, *L'urbanisme, utopies et réalités*, qui eut un grand retentissement, une sensibilité à la question environnementale, réveillée par la « marée noire » provoquée par l'échouage du pétrolier Torrey Canon (1967), la remise en cause de l'enseignement de l'architecture à travers la réforme Querrien qui proposait la création de « facultés de l'environnement » (1965), le colloque sur les parcs naturels régionaux de Lurs en Provence (1966)..., autant d'événements qui accompagnaient la création, dans les universités, de départements de sciences sociales, en particulier de sociologie, auparavant inexistantes, puis des formations d'urbanisme, tantôt UER (Unités d'enseignement et de recherche), comme l'IAR³, tantôt département ou spécialité dans une composante d'université.

La formation dans le domaine de l'urbanisme est soulevée à la fois dans ce cadre, mais aussi au niveau du nouveau et grand Ministère de l'Équipement, qui fusionne les transports et la construction. Il est confié à Edgar Pisani ; il intègre l'aménagement du territoire dont Olivier Guichard est le délégué. La DAFU s'occupe de l'instruction de ce dossier qui verra, après la création de la Datar en 1962-1963 (Délégation à l'aménagement et à l'action régionale), celle des OREAM (Organisme Régional d'Etude et d'Aménagement d'Aire métropolitaine) en 1967 et celle des métropoles d'équilibre dans les années qui suivent.

La question de la formation en urbanisme, jusque là réservée à l'IUUP (Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris) et délivrée à travers le Séminaire Tony Garnier de Robert Auzelle et André Gutton, est dès lors posée pour les villes de province. Et c'est à travers le financement de recherches appliquées, dans ce que, en écho à l'échelle du territoire national visée par l'État, on appelle plus volontiers l'aménagement, que la DAFU va s'adresser aux universités, en vue de favoriser la création de formations en sciences sociales dans les champs de la sociologie urbaine, de l'urbanisme et de l'aménagement.

³ Un statut qui donnait une large autonomie à l'IAR au sein d'Aix-Marseille III, mais qui lui a été retiré en 2005, avec contrainte à la démission de son directeur de l'époque, auteur du présent papier.

Granai va jouer un rôle tout à fait fondamental dans ce processus. C'est sur l'incitation de G. Gurvitch (1894-1965), l'éminent sociologue des années de l'immédiat après-guerre, que Granai rejoint l'Université d'Aix-Marseille I en 1961 (Lassave, 2023). Son parcours antérieur le situe entre sociologie et ethnologie : il est inscrit en thèse d'état à la fois avec Gurvitch, précisément sur un sujet relatif aux rapports entre ces deux disciplines parentes, et pour une thèse secondaire avec A. Leroi-Gourhan (1911-1986). Il a collaboré avec l'un et l'autre. Il reste connu pour sa contribution sur les « Techniques de l'enquête sociologique » dans le *Traité de sociologie* de Gurvitch (PUF, 1959 et 1960) et il a été l'assistant de Leroi-Gourhan au Musée de l'Homme, lui apportant, pour plusieurs de ses ouvrages, sa collaboration⁴. Cette expérience fait partie de sa culture d'enseignant-chercheur, dont il s'ouvre encore auprès de ses étudiants dans ses cours à l'IAR :

« Ce qui a fait qu'un jour je suis venu à l'aménagement de l'espace c'est parce que, passant des problèmes d'ethnographie, puis de sociologie rurale, je me suis attelé, au début des années 60, aux problèmes de sociologie urbaine, à un moment où la sociologie urbaine était tout à fait balbutiante ».

Granai entre en effet dans cette décennie des années 1960, fort d'un parcours qui lui aura permis de participer à un voyage d'études aux États Unis (vers 1955)⁵, puis d'un séjour à l'Institut des hautes études de Tunis (1957) et donné diverses occasions de publier⁶. Critique vis-à-vis de la production de l'École de Chicago, encore dans les années 1975, alors qu'elle va retrouver crédit grâce à Y. Grafmeyer et I. Joseph⁷ (« Nous étions assez en retard sur les Américains du Nord et en particulier l'École de Chicago, mais l'École de Chicago nous ne la considérons même plus comme une école de sociologie urbaine », cf. note 1), il s'intéresse à la psychologie sociale des Américains tout en disant ses limites, dès lors qu'elle privilégie l'individu au détriment du groupe⁸.

En 1956, il aborde de manière encore plus affirmée les faiblesses d'une « psychologie sociale » américaine qui « ne peut rendre compte de façon satisfaisante des changements sociaux » et se compromet « dans le maintien et l'amélioration d'un ordre social accepté » :

« Il nous a semblé que la sociologie américaine, dans la mesure où elle limite, implicitement ou explicitement, son objet aux relations entre individus et groupes, s'oblige à ne jamais aborder réellement le problème des structures de la société dans laquelle elle se développe, à laisser hors de dis-

⁴ Granai George. « André Leroi-Gourhan, A. - Evolution et techniques. Vol. I : L'homme et la matière ; Vol. II : Milieu et techniques ; B. - Archéologie du Pacifique nord ». In: *Revue de géographie de Lyon*, vol. 26, n°4, 1951. pp. 461-463; https://www.persee.fr/doc/geoca_0035-113x_1951_num_26_4_6791.

⁵ Il est à noter que son futur collègue G. Meyer-Heine accomplit le même type de voyage en 1952, au cours duquel il noue une étroite relation avec l'historien de la ville Lewis Mumford, disciple de Patrick Geddes, (voir son rapport concernant la formation des urbanistes : <https://drive.google.com/file/d/1VLFaOr8RooTZbHMecXTbSTEG5-SuP6In0/view>)

⁶ Marthelot Pierre, « L'avant-Granai, Contribution à une histoire de l'enseignement de la sociologie en Tunisie... asortie de quelques souvenirs ! » in *Hommage à Georges Granai*, Aix-Marseille, Publications de l'Université de Provence, 1985, p. 9-17.

⁷ George Pierre. « Yves Grafmeyer, Isaac Joseph, L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine ». In: *Annales de Géographie*, t. 88, n°490, 1979. pp. 723-725. https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1979_num_88_490_19903_t1_0723_0000_1

⁸ « Mais quand il s'agit de confronter l'individu avec la culture comprise comme l'expression de l'ethnie, les variables à isoler sont si nombreuses qu'il est, à l'heure actuelle, impossible d'échapper à la simplification abusive ou à l'ambiguïté. » (Granai Georges. « 2° Psychologie et anthropologie ». In: *L'année psychologique*. 1952 vol. 52, n°2. pp. 613-619; https://www.persee.fr/doc/psy_0003-5033_1952_num_52_2_8673.)

discussion le problème des forces globales ou partielles qui s'exercent sur la structure du groupe, le conditionnent et le modifient. »⁹

À la fin du même article, qui mentionne la place sans cesse grandissante de l'anthropologie en Amérique du Nord au cours de la même période (avec les travaux de Margaret Mead et de Ruth Benedict), Granai, disant ainsi son attachement à l'ethnologie, souligne ses avantages :

« Traditionnellement tournée vers les cultures autres que la civilisation industrielle, l'Anthropologie apparaît comme la science de « l'Autre » par excellence. Elle est susceptible d'apporter à la recherche sociale cette distance critique entre le chercheur et son objet de recherche, qui nous semble faire souvent défaut à la recherche proprement sociologique, et qui empêche souvent l'appréhension du phénomène social selon sa dimension réelle. »¹⁰

En 1964, désormais intégré à la Faculté des Lettres et Sciences humaines d'Aix, Granai publie dans les *Cahiers Internationaux de Sociologie* une puissante réflexion théorique sur la notion de « changement social »¹¹. Elle rebondit sur la polémique d'A.-G. Haudricourt¹² (qu'il accompagnait comme co-auteur), avec C. Lévi-Strauss à propos de la linguistique, comme modèle d'analyse des sociétés. Cohérente dans son approche structurale, elle est transposée à d'autres disciplines, « particulières » (économie, démographie...), qui, même si elles mettent en relation les éléments de leur « système », font l'erreur d'« abstraire leur objet du contexte social total » :

« Elles opèrent toujours sur des manifestations de l'existence sociale, des produits, disons, généralement, des expressions, qu'elles constituent en systèmes homogènes.... [Mais] la réalité sociale... si elle se manifeste à travers des productions ou expressions, implique l'existence d'agents et c'est précisément dans le rapport entre agents et œuvres que la sociologie est susceptible de découvrir la spécificité de son objet, en regard de celui des sciences sociales particulières. »¹³

L'argumentation est puissante, mais la critique sans doute excessive et en même temps audacieuse vis-à-vis d'auteurs qui vont gagner en notoriété (Balandier, Lévi-Strauss en premier lieu...). Un tel type d'article s'inscrivait bien, cependant, dans le sujet qu'il avait initialement retenu pour sa thèse d'État.

Il s'agit, semble-t-il, de la dernière publication qu'il ait réservé à la recherche fondamentale. En s'orientant vers la sociologie urbaine, et en répondant à des sollicitations pour une recherche appliquée et à la création d'une formation destinée aux urbanistes, il repoussera sans cesse l'aboutissement d'une thèse, que la disparition de Gurvitch (1965) aura également compromis. En réalité il ne fait que suivre un mouvement général qu'il explique parfaitement, avec un regard extrêmement cri-

⁹ Granai Georges. « Remarques sur la situation de la psychologie sociale dans les sciences humaines américaines ». In: *L'année psychologique*. 1956 vol. 56, n°1. pp. 59-65; doi : <https://doi.org/10.3406/psy.1956.8846>; https://www.persee.fr/doc/psy_0003-5033_1956_num_56_1_8846

¹⁰ Ibidem.

¹¹ Granai Georges « Le problème du changement social et la théorie sociologique », in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, nouvelle série, Vol. 36 (Janvier-Juin 1964), pp. 33-46, Presses Universitaires de France, URL: <https://www.jstor.org/stable/40689256> ; voir aussi : Alexis Trémoulinas, *Sociologie des changements sociaux*, Paris, La Découverte, 2006.

¹² A. G. Haudricourt et G. Granai, « Linguistique et sociologie », in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 1955, Vol XIX. La polémique est ainsi résumée par Raphaël Pividal : « ... l'ethnologue fasciné par la langue du groupe qu'il examine... a l'illusion que la société entière est langue et aboutit à une "falsification de l'objet de la sociologie". » (« Signification et position de l'œuvre de Lévi-Strauss », in *Annales*, 1964, https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1964_num_19_6_421260)

¹³ Art . Cit.

tique, P. Bourdieu et J.-C. Passeron, dans un article de 1966 en anglais, récemment traduit en français (2025)¹⁴.

Granai, de la sociologie à l'aménagement

Granai assume pourtant avec une indéniable lucidité sa réorientation vers la sociologie appliquée, établissant une ferme distinction entre ce qui, de son activité de sociologue, relève de la réflexion théorique et ce qui renvoie à une pratique de la sociologie au service de l'urbanisme. Il s'en explique ainsi, dans les années 1975, auprès de ses étudiants de l'IAR :

« En ce qui concerne ma discipline fondamentale, sociologie, je ne puis faire de la sociologie qu'à partir d'un terrain et non pas d'un point de vue spéculatif. Pour ce qui est de l'aménagement, le problème se pose pour moi en termes différents. Ou bien je fais de l'aménagement, c'est-à-dire, j'entre dans la pratique de l'aménagement et... je ne me considère pas comme sociologue mais comme aménageur. Mais lorsque, en revanche, je prends la pratique de l'aménagement et les résultats de la pratique, c'est-à-dire, ses projets et éventuellement ses réalisations partielles ou totales sur l'espace pour les interroger, à ce moment-là, l'aménagement devient un objet de connaissance pour moi à partir de ma propre discipline scientifique qui est la sociologie, et c'est en sociologue que je vais étudier et les acteurs de l'aménagement et les résultats de leurs actions, et cette fois, il s'agit d'une pensée fondamentalement théorique puisque j'analyse – et c'est un luxe que l'on s'offre - le travail de praticiens. Je ne fais pas le travail de praticiens. J'analyse le travail du praticien. »

En réalité cette réorientation, qui participe de ce que Bourdieu et Passeron notaient à propos de la sociologie, s'engage dès le début des années 1960, lorsque le laboratoire qu'il a créé, en sa qualité d'enseignant de sociologie à la Faculté des Lettres d'Aix, est invité à réaliser plusieurs études sur des questions urbaines. Ainsi, au plan local et en 1964, il remet au CIL (Comité Interprofessionnel du Logement) de Marseille, en collaboration de Pierre Idiart, un rapport sur « l'habitat collectif urbain », élaboré au sein du Laboratoire de Sciences sociales de la Faculté des Lettres et Sciences humaines d'Aix, dont rend compte la revue *Population*¹⁵.

Le soutien de la DAFU aux études sociologiques

Mais c'est de l'échelon national que viendra la commande qui va l'absorber le plus intensément et entrainer son orientation vers l'aménagement. En effet, sollicité pour des compétences attestées par ses publications, il est tout d'abord conduit à rédiger, en 1963, dans le cadre du BERU (Bureau d'Etudes et de Réalisations Urbaines)¹⁶, bureau d'études proche du Ministère de la Construction, un

¹⁴ « Lorsque la sociologie, qui avait été jusque-là une discipline à peu près exclusivement académique, devient une sociologie appliquée, répondant à la demande d'une bureaucratie, publique ou privée, elle ne tend pas seulement à abdiquer la liberté de définir elle-même ses choix de recherche pour reprendre à son compte les questions que lui posent ses clients. Devant ses problématiques et ses moyens financiers à une bureaucratie et prenant pour objet privilégié les appareils administratifs qui lui fournissent aussi un public plus sérieux et plus respectable que les anciens intellectuels, elle est plus que jamais exposée à devenir sociologie bureaucratique ou administration sociologique. (Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, « Sociologie et philosophie en France depuis 1945 : mort et résurrection de la philosophie sans sujet », in *Genèses* 2025/3 N° 140, pages 83 à 117, Éditions Belin, <https://shs.cairn.info/revue-geneses-2025-3-page-83?tab=resume>).

¹⁵ Rapport dactylographié pour le CIL (Comité Interprofessionnel du Logement) : «Aspects sociaux des problèmes de l'habitat collectif urbain », (87 p + Annexes) avec compte-rendu est de la revue *Population*, 21^e année, n°1, 1966. pp. 178-179 (https://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1966_num_21_1_13140).

¹⁶ Prévot Maryvonne, « Aux origines du BERU, Un bureau d'études pour une ville plus "humaine " », 1957-1977, in *Histoire urbaine* 2017/1 n° 48 , pages 77 à 93 (DOI 10.3917/rhu.048.0077). Trystram adresse, le 28/12/1963, une lettre portant en-tête du BERU à «Mon cher Georges » à propos du rapport que Granai prépare pour le Commissa-

rapport de synthèse pour la « Commission de méthodologie, sous-commission de sociologie » du Commissariat général du Plan¹⁷. Vont en résulter, de 1965 à 1968, à la faveur de contrats signés avec la DAFU, une série d'études urbaines, réalisées avec des jeunes chercheurs de son laboratoire (Françoise Fanton, Danielle Bleitrach, Alain Chenu, Vincent Claustre) sur Aix et d'autres villes de la région : Avignon et Toulon.

Cet important travail constitue une première expérience de collaboration, avec le Ministère de l'Équipement, que vont engager en France d'autres départements de sociologie, toute nouvelle discipline pour beaucoup d'universités des grandes villes de province. L'opération est pilotée par une urbaniste en chef du Ministère de l'Équipement, Françoise Dissard (1916-1997)¹⁸, à la tête de la DAFU, et coordonné par un enseignant de sociologie, Jean-Paul Trystram (1912-1993). Ce dernier, auteur d'une thèse sur les mineurs marocains (1955) et associé au BERU, joue un rôle important, non seulement dans le rapprochement avec les universités, mais aussi dans les instances qui s'occupent de la réforme de Max Querrien concernant la section architecture de l'ENSBA (École Nationale Supérieure des Beaux-Arts), avec comme perspective la création de « facultés de l'environnement »¹⁹.

Jean-Paul Trystram a par ailleurs des rapports directs et même étroits, pour ne pas dire d'amitié, avec Granai, qu'il aura, avant d'être nommé professeur à l'Université de Lille (1966), auparavant rencontré à Aix dans le cadre d'une collaboration pour l'*Annuaire d'Afrique du Nord*²⁰. Cette mutuelle estime perdurera, puisqu'à la mort de Gurvitch (1965), Trystram acceptera, en 1977, de reprendre, sous sa direction, la thèse maintes fois différée de Granai. Un autre témoignage de cette amitié s'exprime encore dans le texte de Trystram sur Granai, dans le recueil en hommage à ce dernier. À cette époque, les centres d'intérêt de Trystram, qui termine sa carrière de professeur à Paris, à la Sorbonne, se sont déplacés vers les mathématiques au service de la sociologie²¹, puis, à la faveur d'un appétit prononcé pour les longs voyages, sur des terrains extrêmes orientaux²².

riat général du Plan.

¹⁷ Rapport pour le Commissariat général du Plan Equipement et Productivité «Commission de méthodologie, sous-commission de sociologie, Rapport de synthèse » (1963), 61 pages.

¹⁸ Docteur en droit, diplômée de sciences politiques, première femme inspecteur général des Ponts et chaussées (<https://www.idref.fr/030717841>)

¹⁹ Pinson Daniel. « Urbanisme et environnement dans l'enseignement de l'architecture à la veille de Mai 1968 ». in *Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère*, 2023. (<https://journals.openedition.org/craup/11916#tocto1n2>).

²⁰ Flory Maurice, Le Tourneau Roger, Trystram J.-P., *L'Afrique du Nord : État des travaux*, in *Revue française de science politique*, 9^e année, n°2, 1959. p. 410-453 (<https://doi.org/10.3406/rfsp.1959.403004>; https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1959_num_9_2_403004) et Adam, André, Granai, Georges, « Chronique sociale et culturelle Algérie, Maroc & Tunisie », in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Vol. 1 (940 p.), 1962, pp. 539-585, (<https://doi.org/10.34847/nkl.53ea766b>).

²¹ Dans un texte dédié à la Mémoire de A. Gide (1992), Trystram apporte ces précisions : « ... j'ai été professeur dans l'enseignement supérieur, d'abord en province puis à Paris à l'université de Paris I (Panthéon-Sorbonne). Je me suis successivement intéressé à la sociologie du travail, à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire, aux banques de données statistiques et aux banques d'images sur ordinateur, et enfin aux applications de l'informatique aux sciences humaines. Comme tout professeur, j'ai été plusieurs fois appelé en mission dans des pays étrangers et j'ai participé aux travaux de commissions scientifiques et à des congrès nationaux ou internationaux. »

²² Voir à ce sujet son long article sur Manille la capitale des Philippines : « Une capitale en pleine expansion : Metro Manila » in *Archipel*, Année 1984 28, p. 29-52 (https://www.persee.fr/doc/arch_0044-8613_1984_num_28_1_1914).

En 1965, la collaboration avec les universités venant du Service des études et des programmes de développement urbain de la DAFU, dirigé par Françoise Dissard, donne lieu à un premier rapport *Sociologie et développement urbain*, dont Trystram, désormais en poste à l'Université de Lille, est présenté comme l'éditeur. Il contient une série de monographies qui, tout en reflétant les particularités de chaque ville et la sensibilité de chaque équipe de recherche, convergent vers « trois idées », dégagées par Trystram dans son introduction (« Ville et société urbaine ») :

« 1°) Les responsables de l'urbanisme, les hommes politiques, les administrations urbaines, comme les habitants de la ville, dont il ne faut pas exclure les sociologues professionnels, n'ont qu'une vue mutilée de la réalité urbaine.

2°) La croissance urbaine ne se comprend que comme un phénomène social global ; elle n'est pas étroitement dirigée par un plan d'urbanisme qui est lui-même plutôt le produit d'une société qu'un créateur de relations sociales.

3°) Chaque ville a sa propre façon de réagir aux problèmes qui se posent à elle au cours de son évolution ; toute typologie trop rigide risque de laisser échapper l'essentiel. »

La revue URBANISME s'ouvre à la sociologie

Le contenu de ces différentes monographies, jusqu'alors destinées au cercle restreint des urbanistes travaillant au sein ou dans l'environnement immédiat du Ministère de l'Équipement (après fusion de ceux de la construction et des travaux publics), va être porté plus largement à la connaissance du milieu de l'urbanisme, en 1966, à travers un numéro spécial de la revue *Urbanisme*²³, le n°93, dont le titre dit parfaitement bien la thématique : « Sociologie urbaine ». Une préface signée par Edgar Pisani, nouveau Ministre du non moins nouveau Ministère de l'Équipement, dit tout l'enjeu du sujet dont Françoise Dissard, en introduction, précise avec clarté les objectifs, pour un milieu de l'urbanisme en plein questionnement de ses pratiques :

« ...Si donc l'urbanisme doit être le point de rencontre des techniques et des aspirations humaines, et si notre époque désire aboutir à une nouvelle civilisation urbaine où les relations sociales devront être privilégiées par rapport aux contraintes de la rentabilité économique ou d'un fonctionnalisme trop rigide, il a semblé souhaitable à la Direction de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme de faire place, parmi les études et recherches qu'elle entreprenait, aux problèmes de sociologie urbaine en faisant appel aux spécialistes universitaires de nos facultés dites "des Sciences Humaines" ».

Jean-Louis Subileau (qui sera plus tard amené à des responsabilités importantes, dont la direction de l'APUR, l'agence urbaine de la ville de Paris) rédige pour sa part un essai de synthèse. Trystram, outre un article sur le traitement des données, dresse pour sa part des « perspectives ». Pour le reste, l'essentiel du numéro est consacré à la présentation des trois premières études universitaires sur les villes d'Aix (la question du plan, auteurs : Granai et Fanton), du Havre (celle de la croissance urbaine, auteurs : Gay et Damais) et de Toulouse (celle de la planification urbaine, auteurs : Ledrut et Roy).

²³ Revue créée en 1932 (<https://www.urbanisme.fr/qui-sommes-nous/>) par Jean Royer (1903-1981) (https://archiweb-ture.citedelarchitecture.fr/archive/fonds/FRAPN02_ROYER).

Cette collaboration va s'intensifier et s'élargir, ajoutant aux premières villes : Aix-en-Provence, Le Havre, Toulouse, étudiées par G. Granai, F. Gay et R. Ledrut, celles de Bordeaux, Lille, Rennes et Strasbourg, traitées par F. Bourricaut, J.-R. Tréanton, P. Arbousse-Bastide et H. Lefebvre. Ces recherches forment la matière de deux tomes, correspondant à chacune des deux campagnes de travaux (Tome I, 1965, p. 1-165 ; Tome II, 1966, p. 166-458). Un an plus tard, un nouveau rapport concernant Montpellier, rédigé par l'ethnologue Jean Servier, vient compléter les deux tomes du rapport *Sociologie urbaine et développement urbain*, tandis que les jeunes chercheurs qu'a réunis G. Granai à Aix : Danielle Bleitrach, Alain Chenu et Vincent Claustres²⁴ vont s'intéresser aux « fonctions urbaines » et aux « structures de la ville » en se saisissant des cas de Toulon et Avignon²⁵.

Au tout début de l'année 1968, la Faculté des Lettres d'Aix et son Laboratoire de sociologie organisent, avec l'appui du Ministère de l'Équipement (DAFU), deux « Journées de sociologie urbaine » d'où résultera un rapport de plus de 160 pages. Participent à cette rencontre des chercheurs, mais aussi des urbanistes praticiens de plusieurs villes (surtout Aix, mais aussi Lille, Toulouse, Grenoble, Lyon et Strasbourg²⁶).

Le colloque de la Fondation Royaumont

En réalité ces journées ne sont que la préparation d'une rencontre bien plus ambitieuse, nécessairement éclipsée par le déclenchement des événements de Mai 1968. L'occupation de la Sorbonne le 13 mai et le climat insurrectionnel qu'elle suscite est en effet rapidement suivie par l'occupation des usines et la paralysie du pays. L'important colloque « Sociologie et urbanisme » est donc bientôt oublié²⁷. Il aura pourtant réuni, du 1^{er} au 3 mai 1968, dans le cadre de la Fondation Royaumont et à l'initiative de la DAFU, plus de cent participants. On y retrouve les figures les plus en vue des mondes politique, professionnel et universitaire, telles que le ministre-maire Eugène Claudius-Petit (1907-1989), l'architecte Marcel Lods (1891-1998), l'architecte-urbaniste Robert Auzelle (1913-1983), les sociologues Henri Lefebvre (1901-1991), Alain Touraine (1925-2023), Paul-Henry Chombart de Lauwe (1913-1998), Raymond Ledrut (1919-1987), Henri Raymond (1921-2016), Manuel Castells, l'historienne Françoise Choay (1925-2025), et bien d'autres à peine moins connus, tels Granai.

Il reviendra à Jean-Paul Trystram d'en faire une synthèse manifestement assez scrupuleuse, publiée en 1970 par une petite maison d'édition dépendant de la Fondation Royaumont²⁸. L'un d'entre ses intérêts est qu'elle rapporte nominativement les propos tenus par 35 intervenants retenus parmi les

²⁴ D. Bleitrach, V. Claustre et A. Chenu deviendront professeurs des universités, respectivement à Aix, Nancy, et Nice, puis Versailles-St Quentin pour le dernier, aujourd'hui à Sciences Po Paris.

²⁵ Rapport dactylographié *Fonctions urbaines et structures de la ville, Deux exemples : Toulon et Avignon*, G. Granai et alii, Laboratoire de Sociologie, Faculté des Lettres et Sciences humaines d'Aix, Ministère de l'Équipement et du logement, 1968.

²⁶ Berquin, Berton, Ecochard, Fanton, Genevey (OREAM 13), Quinrand (UPA Marseille), Cornuau, Dissard, Meyer-Heine (Équipement), Bleitrach, Chenu, Claustre, Duchac, Granai, Ravis (Univ. Aix), Bieganski, Dujardin, Kowalewsky, Loup, Trystram (Univ. Lille), Ledrut, Piolle (Univ. Toulouse), Bolle (Univ. Grenoble), Gallet (Univ. Strasbourg), Charreyre (U. Lyon).

²⁷ Pierre Lassave en donne toutefois un résumé : Lassave, P., *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1997, p. 45-47.

²⁸ Fondation Royaumont, *Sociologie et urbanisme*, Colloque des 1,2 et 3 mai 1968, organisé sous l'égide du Ministère de l'équipement et du logement, Compte rendu rédigé par Jean-Paul Trystram, Professeur à la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Lille, Paris, Editions de l'Épi, 1970, 188 p.

participants au colloque (ce qui suppose qu'ils ont été consultés sur la teneur de ce qu'ils ont pu dire). Granai y est bien présent et ses interventions rapportées en plusieurs occasions²⁹, de même que celles de Henri Lefebvre, Raymond Ledrut, Henri Raymond, Françoise Choay, Manuel Castells. L'ensemble du colloque est structuré en fonction de trois grands thèmes : « Le sociologue et la pratique de l'urbanisme », « Le sociologue et le phénomène urbain », « Le sociologue et la politique urbaine, l'information et la formation du citoyen ». Il revient à F. Dissard, Urbaniste en chef de l'État, représentant le Ministère de l'Équipement et du logement, d'en écrire la préface (p. 9-16) à laquelle succèdent deux textes introductifs, l'un de Robert Auzelle (1913-1983), le co-fondateur de l'Atelier Tony Garnier de l'IUUP³⁰ (« L'urbanisme et les sciences humaines »), l'autre, intitulé « Sociologie et urbanisme », émane d'un « groupe de sociologues et d'urbanistes » qui ne sont pas identifiés³¹. La conclusion du colloque, que l'on doit à Trystram, est datée du dernier jour du colloque (3 mai) et ne semble pas avoir été remaniée pour la publication.

Les débats de Royaumont

La préface de F. Dissard est très dense et annonce des thèmes d'échanges qu'auront solidement préparé les travaux des universités des villes de province, précédemment exposés, comme les Journées d'Aix des 19 et 20 qui en sont une préparation. L'urbanisme, selon Dissard, est « dans une période de remise en cause des "certitudes radieuses" » :

« Ainsi que l'explique fort bien M. Meyer-Heine³² dans son récent livre (Au delà de l'urbanisme), on tente de réintroduire, à côté des besoins élémentaires – habiter, travailler, se recréer – une recherche des fonctions fédératrices de la ville : échanges organisés, notion de sacré. Nous avons tous constaté que de très nombreuses réalisations qui avaient négligé les exigences fondamentales de l'homme ou avaient été conçues de façon trop paternaliste en oubliant des données importantes de psychologie sociale, s'étaient dans la réalité heurtées à une capacité insoupçonnée de résistance des individus. » (p. 11).

La contribution introductive du « groupe de sociologues et d'urbanistes » donne plus précisément les cadres sociologiques des débats attendus, proposant que les réflexions s'organisent autour de trois thèmes :

- « 1) La ville comme société*
- 2) Le développement urbain*
- 3) La prospective sociale et l'urbanisme.» :...*

Pour fonder en raison sa première thématique, le groupe met en avant l'idée que la ville ne se réduit pas, comme le pensent trop fréquemment les urbanistes, à un dispositif limité à sa dimension matérielle :

²⁹ Dans la sélection d'extrait présentées dans cette étude, centrée sur l'apport de Granai à l'urbanisme à Aix, nous privilégierons ses interventions.

³⁰ L'IUUP (Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris), créé en 1924, est la seule formation française en urbanisme en 1968 (voir : <https://www.eup.fr/presentation/notre-histoire>).

³¹ Il y a tout lieu de penser qu'il s'agit des chercheurs et praticiens qui ont participé aux journées d'Aix de janvier évoquées plus haut.

³² Inspecteur général de la construction pour la région Provence, co-fondateur de l'IAR d'Aix avec G. Granai (voir : <https://sites.google.com/view/daniel-pinson/accueil/pages-g-meyer-heine>). Il participait aux journées d'Aix de janvier 1968.

« ... elle est aussi le lieu de rassemblement d'une population... Les constructions, dans une telle conception, prennent aussi un sens sociologique ; leur forme, leur emplacement, leur coût s'expliquent par une certaine organisation de la société et c'est dans ce sens que Henri Lefebvre a pu dire qu'une ville était une société projetée sur le sol... La ville est plus et autre chose qu'une machine à produire et à loger, elle est un système dynamique dont chaque élément est en interaction avec chaque autre élément et avec l'ensemble, elle est une société.» (p. 29).

Et, concernant le développement urbain, le groupe avance l'idée, finalement assez prémonitoire de l'étalement urbain tout juste naissant, que la ville ne peut s'étendre en vidant son centre :

« Aurons-nous donc bientôt une société "urbaine" qui aura cessé d'habiter la ville, qui se sera dispersée à la périphérie et ne se retrouvera que très épisodiquement dans un centre-ville qu'elle viendra "consommer" » (p. 33).

Le groupe défend aussi, après l'adoption de la LOF (loi d'orientation foncière) en 1967, et en prélude à une décentralisation à venir, la nécessaire autonomie des communes. Il postule par ailleurs qu'un urbanisme dit « volontaire » ne peut exister sans prospective urbaine. Enfin le groupe termine son intervention par un long passage sur l'enjeu d'une formation des urbanistes, jusqu'alors composés principalement d'architectes, accordant à l'avenir une large place aux sciences sociales :

« Une remise en cause de cette formation s'impose aujourd'hui, au moment où un mouvement dont la mode n'est pas exclue pousse à mettre en avant les sciences sociales. Toutes les professions qui concourent au développement urbain sont également touchées par ce mouvement : les ingénieurs semblent devoir remplacer les urbanistes; les architectes et les urbanistes voient entrer les sciences humaines dans leur programme de formation; les ingénieurs s'initient aussi à ces disciplines ; certains centres de sociologie se spécialisent dans les recherches urbaines.» (p. 48).

La Section II rend compte des débats du colloque, organisés à partir de sous-sections dont le titre cerne suffisamment le contenu :

- I. Remise en question de l'urbanisme*
- II. Le sociologue et la pratique de l'urbanisme*
- III. Le sociologue et le phénomène urbain*
- IV. Le sociologue et la politique urbaine, l'information et la formation du citoyen*

Le premier thème distingue assez clairement le camp des sociologues qui pensent que leur discipline ne peut être que critique vis-à-vis du processus d'urbanisation et doit garder ce recul pour penser la ville. H. Tonka, H. Lefebvre et H. Raymond sont de ceux-là et se situent dans une « contestation globale » (p. 70). Ils s'opposent d'une certaine manière à ceux qui, comme Granai (et Ledrut³³), ont « la tentation de l'action sociale » et sont « sensibles à l'urgence et à la gravité des problèmes

³³ Voir à sujet Ledrut Raymond, *L'espace social de la ville : problèmes de sociologie appliquée à l'aménagement urbain* et le compte rendu de J. Bugnicourt : (https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1969_num_10_39_2513_t1_0677_0000_2).

urbains ; ils ne pensent pas pouvoir rester à l'écart et laisser "pourrir " la ville jusqu'à ce que le système éclate sous la poussée des contradictions. »

« En effet, pour Monsieur Georges Granai, le passage à l'action sociale est, en définitive, un passage à la politique. Il y a en fait une stratégie politique qui permet au sociologue, même s'il n'est pas d'accord avec le pouvoir actuel, d'atteindre un certain niveau d'action sans pour autant avoir le sentiment de se renier perpétuellement lui-même. » (p. 75)

L'urbanisme appelle la pluridisciplinarité, alors que, à la date du colloque, les urbanistes restent principalement des architectes, sans être toujours passés par la formation de l'IUUP avec son Atelier Tony Garnier et bien que le projet d'ouvrir une chaire de professeur d'urbanisme à l'ENSBA (en la personne de Michel Écochard) ait vu un début de commencement³⁴.

« ... Formé à l'école des Beaux-Arts et étant le plus souvent en même temps architecte, l'urbaniste est lié à un certain type d'activité : la création artistique... En forçant les choses certains veulent voir dans le sociologue la conscience de l'urbaniste... La formation du sociologue, orientée vers la critique, lui permet justement de tenir ce rôle. » (p. 78-79)

De leur côté, les urbanistes reprochent leur manque d'implication aux quelques sociologues qui travaillent dans les premières structures pluridisciplinaires existantes, en particulier les tous nouveaux OREAM qui ont été créés pour la programmation et la conception des « métropoles d'équilibre »³⁵. Gérard Thurnauer (1926-2014), architecte de l'Atelier de Montrouge³⁶, qui a acquis une expérience appréciable auprès de Michel Écochard au Maroc, et qui effectue alors une mission pour l'OREAM de Basse Seine, ne cache pas ses critiques :

« De son côté, Monsieur Gérard Thurnauer dénonce ce retrait trop marqué du sociologue lorsqu'il s'agit de présenter des propositions au public et de partager les responsabilités de la décision. En effet, on ne peut établir un dialogue concret avec le public ou les responsables politiques si on refuse d'assumer les conséquences des options présentées. Or le sociologue doit contribuer à élaborer des propositions qu'il devra ensuite accepter de défendre.

Le sociologue doit entrer dans le jeu de la décision et participer, même au niveau des options politiques, au travail collectif. Il ne peut plus se permettre, dès lors qu'il est un membre à part entière de l'équipe d'aménagement, de garder son recul naturel par rapport aux projets. Il doit en fin de compte, au moment où il présente avec les autres des options clairement définies, être prêt à les défendre et s'identifier complètement au plan proposé. » (p. 80-81)

Cette position n'est pas sans soulever des réserves de la part des sociologues, y compris de la part de Georges Granai, qui préconise en quelque sorte un dédoublement de postures de la part du sociologue, selon qu'il s'inscrit dans une perspective de recherche scientifique ou d'action sociale :

³⁴ Pinson Daniel, art cit.

³⁵ Huit villes ainsi qualifiées en 1964 : Lille-Roubaix-Tourcoing, Nancy-Metz, Strasbourg, Lyon-Grenoble-Saint-Étienne, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nantes-Saint-Nazaire.

³⁶ Blain Catherine, *L'Atelier de Montrouge, La modernité à l'oeuvre (1958-1981)*, Paris, Ed Eyrolles, 2008.

« Pour Monsieur Georges Granai, ... une discipline scientifique autonome n'a pas à s'adapter, elle a, avant tout, le devoir d'être elle-même. Ce serait entrer dans le pire des confusions que de vouloir édulcorer ses principes et ses démarches logiques sous prétexte de communiquer ou d'agir. Il est donc absolument indispensable de distinguer la démarche du sociologue au regard de l'objet scientifique que constitue pour lui la ville, de la démarche du planificateur (urbaniste ou équipe d'urbanisme) pour qui la ville est d'abord un cadre d'action. » (p. 87)

À l'issue de ce débat, Trystram tire cette conclusion, dans un chapitre intitulé « Le métier de sociologue dans les équipes pluridisciplinaires d'urbanisme » :

« Au cours du colloque de Royaumont, la plupart des participants affirmaient volontiers la légitimité d'une science sociologique de la ville et celle d'une pratique sociale réfléchie qui tiendrait compte des apports de cette science.

Mais il s'est clairement manifesté un refus de considérer qu'il s'agit vraiment d'une science appliquée. Le sociologue de l'équipe d'aménagement ne fait pas de la sociologie urbaine appliquée : il reprend en compte et réinsère dans une stratégie tout à fait nouvelle, qui n'a plus rien de commun avec celle de la science, les éléments que la science lui a fournis. » (p. 90)

Un troisième moment du colloque a été consacré au « phénomène urbain ». La question posée est celle de l'existence ou non d'une « science de la ville », voire des « sciences de la ville ». Dans le milieu de l'architecture, peu enclin à l'éthique scientifique, l'architecte italien et Prix Pritzker Aldo Rossi (1931-1997) fait exception. Il est pour sa part convaincu de la possibilité d'une « science de la ville », ce qu'il tente de démontrer dans *L'architettura della città*³⁷ (1966, première traduction en français : 1990). Mais, même s'il a une profonde connaissance des sciences sociales, y compris françaises (ce qui n'est pas le cas des architectes français), son objet est focalisé sur la ville comme architecture, sur sa dimension physique, cet aspect de ville qui en fait, selon Levi-Strauss un « objet de nature ». Le sociologue, pour sa part, s'y intéresse pour le versant qui, selon le grand anthropologue, en fait un « sujet de culture » ; et c'est bien ainsi que Georges Granai entend aborder la « ville », notion, voire « pré-notion », pour lui trop ambiguë pour être un concept opératoire de la sociologie :

« Celui de société urbaine, pourrait être proposé car il semblerait qu'il indiquerait mieux, dans la pratique, les distinctions entre l'objet construit qui intéresse l'urbaniste et cet autre objet qui concerne principalement le sociologue. » (p. 100)

L'approche sémio-historique de Françoise Choay, fusionnant les différents aspects de la ville en un « système de communication et d'information », dont le modèle serait la cité du Moyen-Âge, fait l'objet d'un assez long développement, mais se voit aussi « très vivement critiquée ». Henri Lefebvre, pour sa part, met tout le monde d'accord en considérant « qu'il est essentiel de renoncer à tout impérialisme disciplinaire », ce qui ouvre un nouveau thème de débat, celui des « approches scientifiques du phénomène urbain ».

³⁷ Rossi Aldo, *L'architettura della città*, Padova, Marsilio Editori, 1966, traduit par Françoise Brun *L'Architecture de la ville*, Golion CH, Infolio, 2001.

L'analyse fonctionnelle à travers la « notion de fonction », revisitée par Ledrut pour être distinguée de celle, trop réductrice, de la Charte d'Athènes (1933), est abordée à travers la question : « à quoi et à qui sert l'espace urbain ? ». Suit un court chapitre sur l'approche sémiologique - en particulier celle portée par F. Choay - très en vogue à l'époque, à la mesure de l'audience des travaux de linguistique (Chomsky, Barthes...) ³⁸, qui aura tendance à refluer plus tard, puis d'autres approches telles que celle des modèles mathématiques, à laquelle s'intéresse Trystram ³⁹, et celle qui aborde le phénomène urbain à travers la pathologie des habitants.

Une quatrième et dernière grande partie porte sur « la politique urbaine, l'information et la formation du citoyen » ; question délicate qui dit le « malaise du sociologue » :

« Le sociologue serait donc constamment déchiré entre son désir de conserver les mains pures, en fonction d'un idéal de la vie sociale, qui est une composante importante de sa vocation, et son désir de jouer un rôle efficace. » (p. 138)

Si Lefebvre reste dans une position distanciée lorsqu'il évoque son travail sur Mourenx, ville surgie à proximité du champ pétrolifère de Lacq ⁴⁰, Chombart de Lauwe assume sans état d'âme une expertise au service de la décision politique :

« Monsieur Paul Chombart de Lauwe pense qu'il y a trois conditions essentielles pour qu'une décision puisse être considérée comme juste et efficace :

- Les besoins et les aspirations de la population actuelle doivent intervenir grâce à un dialogue entre les habitants et les hommes de la décision.*
- L'évaluation des besoins et des aspirations dans le cadre des changements des structures sociales doivent être étudiés et permettre d'exprimer des hypothèses cohérentes sur les besoins futurs de la population.*
- Les rapports entre les responsables de la décision, les représentants qualifiés de la population et les spécialistes des sciences humaines doivent être définis pour que chacun apporte des éléments de réflexion avant que les décisions soient prises.*

Ces exigences sont d'ailleurs la préfiguration d'un système politique qui pourrait s'instaurer et dans lequel les décisions d'urbanisme seraient plus harmonieuses. » (p. 141)

Pierre Grémion, jeune sociologue qui appartenait déjà à cette époque au Centre de Sociologie des Organisations ⁴¹ dirigé par Michel Crozier (1922-2013), formule pour sa part une proposition qui, sous une forme anglicisée, deviendra un vœu assumé par les acteurs sociaux (*Top Down versus Bottom Up*) :

³⁸ Granai n'y est pas insensible : cf. sa collaboration avec Haudricourt pour un article polémique sur l'approche structuraliste de Levi-Strauss (Haudricourt A.-G. et Granai G. , art. Cit.)

³⁹ Girard Thierry & Trystram Jean-Paul, *Informatique pour les sciences sociales*, Paris, PUF, 1976.

⁴⁰ « La raison pour laquelle on n'a pas logé les ouvriers de Lacq à Pau est étroitement liée à la structure socio-politique de la ville de Pau. Le maire craignait de voir un quartier ouvrier important se construire à Pau. L'ensemble des communes voisines a résisté, de la même façon, au désir du gouvernement et de la S.N.P.A. (Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine) de créer des logements ouvriers dans leurs limites. La ville nouvelle de Mourenx est donc née d'une agglomération de logements ouvriers refusés partout ailleurs, sans la structure municipale qui aurait pu la faire accepter comme ville à part entière et comme pôle d'industrialisation des Basses-Pyrénées. » (p. 140)

⁴¹ Voir : <https://www.sciencespo.fr/cso/fr/le-cso/l-histoire-du-cso/>

« Au lieu de s'intéresser à la possibilité de faire passer des décisions prises en tout lieu dans la population, on pourrait à l'inverse chercher les voies de faire remonter les aspirations de la base jusqu'à ceux qui prendront les décisions. » (p. 143).

Marcel Lods⁴², architecte très en vue et très impliqué dans les politiques d'industrialisation du logement, a une position diamétralement opposée. Elle traduit aussi la confiance plus ou moins aveugle que lui font les hommes politiques (et peut-être une partie de l'assistance du colloque) :

« Pour Monsieur Marcel Lods, qui se place au niveau national, il n'y a pas de volonté dans les instances dirigeantes pour créer un urbanisme véritable. Il est significatif que les partis politiques, aussi bien au gouvernement que dans l'opposition, manifestent une ignorance et une indifférence extraordinaire aux problèmes d'urbanisme. » (p. 143)

Quant à la participation, que le mouvement des étudiants allait bientôt vilipender à travers le slogan « Participation, piège à cons », elle est déjà suspecte pour la plupart des participants au colloque, soit qu'elle est délibérément écartée par certains élus politiques, soit qu'elle est dédaignée pour son ambiguïté, comme l'exprime H. Raymond :

« Monsieur Henri Raymond a signalé qu'en fait la séparation est presque totale entre les groupes d'études qui réfléchissent sur l'urbanisme et la société à laquelle s'appliquent ces réflexions; la participation ne semble donc mise en avant que pour mieux faire fonctionner un système social qu'on accepte comme tel. Tout sociologue devrait donc se demander, lorsqu'on lui propose un contrat d'étude, comment il se situe par rapport au pouvoir. » (p. 153)

Trystram, en fin de colloque, tente une synthèse : elle semble reprendre, « à chaud » - si on retient le 3 mai 1968 comme date de sa rédaction - , ce que son organisateur universitaire avait pu retenir de cette rencontre :

« Aujourd'hui, la mode est à la sociologie... L'évolution du nombre des sociologues dans les équipes pluridisciplinaires d'urbanisme est prodigieuse. Il n'y en avait à peu près pas, il y a très peu d'années, et il y en a de plus en plus; si la progression continue sur le même rythme, nous aurons enfin une situation à offrir à nos étudiants.

La question de la formation de ces sociologues n'a été que peu abordée, excepté par le « Groupe de sociologues et d'urbanistes », auteur collectif d'un des textes introductifs. Trystram revient sur le sujet en émettant, dans la perspective d'une profonde refonte de l'université, la création d'une sorte de cycle supérieur d'urbanisme :

Si vous le permettez, je ferai à ce propos un plaidoyer pour l'Université puisqu'aussi bien ce sont les travaux faits par des Universitaires qui sont à l'origine de ce colloque. La remise en cause de l'Université actuelle⁴³ me paraît parfaitement justifiée et il ne s'agira donc pas d'un plaidoyer pour l'Université de papa, mais pour une nouvelle Université... Pour ce qui est plus précisément de la formation des cadres de l'aménagement et de l'urbanisme, on pourrait imaginer une université qui prendrait des étudiants déjà formés dans

⁴² On lui doit la Cité de la Muette à Drancy (1934-), plusieurs grands ensembles dont celui des *Grandes terres* (1500 logements) à Marly-le-Roi (Yvelines) (1957-1959) . De 1958 à 1966, il est Architecte en chef de la ZUP de la *plaine* à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), 6 430 logements et, en 1968, il a comme chantier expérimental (ossature métallique et flexibilité) les 500 logements HLM du quartier de la *Grand'Mare* à Rouen, aujourd'hui pratiquement tous démolis.

⁴³ Est évoquée ici la future loi Faure du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur.

d'autres écoles pour les mettre dans un creuset commun, dans lequel toutes les questions de langage qui nous séparent à l'heure actuelle chercheraient leur solution.

La création de l'IAR (Institut d'Aménagement Régional)

À Aix, ce sera effectivement une telle voie que concrétisera la création de l'UER (Unité d'Enseignement et de Recherche) prenant le nom d'Institut d'Aménagement Régional (IAR). Les exigences formelles relatives à la création de ce type de structure ne permettait ni à Granai, enseignant la sociologie à la Faculté des Lettres sur un poste qui n'était pas à la hauteur de ses compétences réelles, ni à Meyer-Heine, haut-fonctionnaire en retraite, Inspecteur général d'une autre administration, celle de l'Équipement, de prendre la direction d'une UER⁴⁴. C'est donc à un professeur agrégé de la Faculté de Droit, Jacques de Lanversin (1930-2004), auteur de plusieurs ouvrages de droit de l'aménagement⁴⁵ qu'il reviendra de porter officiellement le projet en 1969⁴⁶. La recherche y trouvera sa place à la faveur de la réforme universitaire qu'aura provoqué le soulèvement universitaire de mai 1968, donnant ainsi raison à cet autre vœu que formulait Trystram dans sa conclusion : « [étudier] le passé pour éclairer le présent pour comprendre l'évolution des villes... mettre en place un système cumulatif d'enregistrement des connaissances en matière d'aménagement et d'urbanisme.»

Malheureusement les archives de l'IAR ont souffert de plusieurs déménagements, et on reste tributaire de la mémoire de ceux, de plus en plus rares, qui ont assuré ou suivi les enseignements à l'origine de son ouverture, en 1969, pour connaître avec précision les circonstances de la création de l'UER Institut d'Aménagement Régional de l'Université Aix-Marseille III. En dehors des propos sporadiques tenus par ces témoins, ici ou là, un seul document, à l'heure actuelle, apporte une information sur l'IAR : il s'agit d'une affiche de présentation de l'Institut, datant des années 1980 et qui en donne le programme d'enseignement, ainsi qu'une liste des professeurs en exercice. À cette date, le directeur en est Yves Prats (1939-2020)⁴⁷, Professeur de Droit spécialiste d'urbanisme⁴⁸, qui, intéressé par l'ouverture d'un troisième cycle à l'IAR, aura quitté son poste de doyen à Nantes⁴⁹, pour succéder à Jacques de Lanversin. Les professeurs sont classés en deux listes, professeurs « permanents » et « autres directeurs de recherche ». Le directeur figure parmi les professeurs permanents, aux côtés de G. Granai auquel revient l'enseignement de sociologie, tandis que Jacques de Lanversin (droit public) et Georges Meyer Heine (urbanisme) sont classés parmi les « autres directeurs de recherche ».

⁴⁴ Adoption par le parlement, en décembre 1968, de Edgar Faure, ministre de l'Éducation nationale, de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur.

⁴⁵ de Lanversin, Jacques, *L'aménagement du territoire*, Paris : Librairies techniques, 1965, Gilli Jean-Paul, de Lanversin Jacques, *Droit de l'urbanisme*, Paris, PUF, 1978 ; de Lanversin, Jacques, Lanza Albert, Zitouni Françoise, *La Région et l'aménagement du territoire dans la décentralisation*, Paris, Economica, 1989.

⁴⁶ Les archives de Granai donnent peu de détail à ce sujet et l'accès aux archives de l'IAR reste difficile à la suite des deux déménagements de l'Institut. Une recherche reste à faire du côté de l'Université Aix-Marseille III, fusionnée de puis 2012 avec les deux autres universités dans Aix-Marseille Université.

⁴⁷ Il est notamment l'auteur d'un ouvrage collectif : d' Arcy François, Mesnard André-Hubert, Prats Yves, *Les juristes et la ville*, Grenoble, CERAT, 1973. Voir aussi l'hommage que lui rend Alain Supiot, professeur émérite au Collège de France : <https://www.linkedin.com/pulse/yves-prats-nous-quit%C3%A9s-alain-supiot/>.

⁴⁸ d' Arcy François, Mesnard André-Hubert, Prats Yves, *Les juristes et la ville*, Grenoble, CERAT, 1973.

⁴⁹ Tanguy Yann, « Préface, en hommage au doyen et professeur Yves Prats 1969-1973 » in Université de Nantes (ed.) *La norme, la ville, la mer, Écrits de Nantes pour le doyen Yves Prats*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2000, p. 9-18.

La rencontre internationale de Saint-Maximin

Après les événements de Mai 1968, Granai dirige et confie plusieurs études à de jeunes chercheurs de son laboratoire⁵⁰. Par ailleurs, l'ouverture d'un 3^e cycle dans la nouvelle formation en aménagement de l'IAR le conduit à assurer la direction de plusieurs thèses de doctorat de III^e cycle⁵¹.

En 1974, il joue un rôle important dans la tenue d'une « Rencontre des institutions vouées à la formation et à la recherche en matière d'aménagement et d'urbanisme », qui se déroule, à l'initiative de l'IAR, à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume (Bouches du Rhône). On dispose, pour cette importante rencontre, d'un compte-rendu fragmentaire, concernant la dernière journée, en l'occurrence le rapport assez développé d'un groupe de réflexion sur la formation et la recherche, animé par George Granai et celui, beaucoup plus bref, d'un second groupe, animé par Jacques de Lanversin, portant sur le projet de création d'une structure internationale d'échange. Cette rencontre ne se limite pas aux universités francophones : des membres d'institutions académiques étrangères figurent en effet parmi les participants de cette rencontre de Saint Maximin : l'italien Giovanni Astengo (1915-1990)⁵², le Québécois Iskandar (Alex) Gabbour (1929-2023)⁵³, l'Anglaise Cynthia Cockburn (1934-2019)⁵⁴, le Belge Georges Vrancks (1932-2012)⁵⁵. Des universitaires français de renom font également partie des conférenciers : Jacqueline Beaujeu-Garnier (1917-1995)⁵⁶, Jean-Paul Lacaze (1930-2013)⁵⁷, Alain Medam (1936-2021)⁵⁸. On y retrouve également Françoise Dissard (mais pas Trys-

⁵⁰ « Etude du public potentiel de l'Action Culturelle du Sud-Est », (R. Benoliel & J.-M. Paillard), 1969 ; « Etude de la zone de Bonneveine dans les quartiers Sud de Marseille », (R. Benoliel & J.-M. Paillard), 1970 ; « Les élus locaux et les techniciens de l'Aménagement », Notes préliminaires sur les communes d'Istres et d'Arles, Rapport intermédiaire n°2, 30 pages, juillet 1970 ; « Etudes préparatoires à l'établissement du POS, Découpage du périmètre urbain en zones homogènes », Consortium pour l'Aménagement du Pays d'Aix : Laboratoire de sociologie & Atelier d'Architecture et d'Urbanisme d'Aix (AAUA), 90 pages, juillet 1970.

⁵¹ Bleitrach, Danielle, *Structure Sociale et Organisation Urbaine*, Aix, 1972 ; Stievenard, Jean-Michel, *La Participation des citoyens à la Politique Urbaine*, Aix, 1972 (J.-M. Stievenard sera maître de conférences à l'Université de Lille, puis à l'Institut d'études politiques de Lille, avant de s'engager dans une carrière politique, qui le conduira à devenir attaché parlementaire de Pierre Mauroy (1982-1984), puis Maire de Villeneuve-d'Ascq, 2001-2008) ; Cheny, Alain, *La Problématique de l'Aménagement - Les idéologies des Spécialistes de l'Aménagement et leur rôle dans l'élaboration d'un schéma directeur*, Aix, 1974 ; Lassave Pierre et Steff Yves, *L'institution communale d'Aix-en-Provence, vingt années de politique urbaine* (1954-1974), Aix, 1974 (le premier est aujourd'hui directeur de recherche émérite au Centre d'études en sciences sociales du religieux (CéSor, EHESS-CNRS), il aura été chargé de mission au Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) à partir de 1991, et co-dirigera la revue *Annales de la recherche urbaine* de 1995 à 2005. Il est l'initiateur de l'action visant à réunir et conserver les archives de Georges Granai et à faire revivre ses apports comme chercheur et formateur, tant en sociologie qu'en urbanisme ; Yves Steff a par la suite obtenu un diplôme d'architecte (1977) et s'est installé en exercice libéral à Nantes, comme architecte-urbaniste) ; Poche, Bernard, *Système économique et pratique sociale des espaces régionaux*, Aix, 1975 (B. Poche a fait une carrière de chercheur au CNRS, au Centre de recherche sur le politique, l'administration et le territoire (CERAT), Université de Grenoble II).

⁵² Voir : Chiara Barattucci, « La Naissance et la portée de l'expression città diffusa, Entretien avec l'urbaniste italien Francesco Indovina », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère*, 2026. URL : <http://journals.openedition.org/craup/4142>; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.4142>

⁵³ Voir : <https://www.dignitymemorial.com/fr-ca/obituaries/montreal-qc/iskandar-gabbour-11270568>

⁵⁴ Voir : <https://www.sudoc.abes.fr/cbs/DB=2.1/SRCH?IKT=12&TRM=09648439X> et https://fr.wikipedia.org/wiki/Cynthia_Cockburn.

⁵⁵ Voir : <https://archives.uclouvain.be/atom/index.php/vranckx-georges>

⁵⁶ Péaud, Laura, *Jacqueline Beaujeu-Garnier (1917-1995) De la géomorphologie à la géographie urbaine*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2025, p. 83-91.

⁵⁷ Voir : <https://www.persee.fr/authority/419733>

⁵⁸ Voir : <https://shs.cairn.info/publications-de-alain-medam--60956?lang=fr>

tram occupé par d'autres sujets⁵⁹) et Alain Billon (1942-2017)⁶⁰, géographe et jeune inspecteur général de la construction, et les enseignants-chercheurs de l'IAR, Yves Prats, le directeur qui a succédé à Jacques de Lanversin, ainsi que Georges Granai et Georges Meyer-Heine. Plusieurs absences sont par contre quelque peu surprenantes, celle des universités qui avaient contribué aux études sur le développement urbain avec l'aide de la DAFU (Toulouse, Le Havre, Lille, Rennes, Strasbourg, Bordeaux, Montpellier, d'une part, et celle de représentants d'autres formations en aménagement apparues en 1969, en même temps que l'IAR, comme le précise un rapport du Sénat (1970)⁶¹ :

« À l'Université de Tours, un département pluridisciplinaire d'aménagement du territoire a été créé⁶² ; à l'Institut d'Etudes politiques de Paris, un cycle supérieur de spécialisation en aménagement et urbanisme a fonctionné ; à Grenoble, une unité d'enseignement et de recherches « Urbanisation et aménagement » a été créée ; à l'Université d'Aix-Marseille, une U. E. R. « Aménagement régional et tourisme » a aussi été créée. »

Une grande partie de la réunion, au dernier jour de la rencontre, consacrée à la formation et la recherche, porte sur la finalité professionnelle des enseignements et les méthodes qui permettent de les mettre en œuvre. Le constat est fait que, à la date de cette rencontre de Saint-Maximin, le dispositif du 3^e cycle alors en vigueur, et conduisant les étudiants à un doctorat, est peu adapté à la visée professionnalisante de la formation⁶³.

La discussion, qui donne la part belle à G. Granai, revient sur l'évolution de la profession d'urbaniste. J.-P. Lacaze (polytechnicien qui enseigne à l'École des Ponts), rebondissant sur l'idée de Granai selon laquelle l'urbaniste n'était plus tant un producteur de plans qu'un acteur social, souligne que les Américains ont opté pour cette orientation et sans doute pense-t-il implicitement au mouvement de l'*Advocacy planning* de Paul Davidoff (1930-1984)⁶⁴. G. Meyer-Heine abonde son propos : « La différence que nous connaissons tous, c'est que l'aménagement, dans les pays anglo-saxons, vient de la base, alors que chez nous il vient du sommet ».

Les formations en urbanisme apparues à la fin des années 1960 restent, selon Granai, encore « floues » dans la définition de leurs contenus et de leurs méthodes : « le profil social de la profession d'aménageur n'est pas quelque chose de très clairement établi ». L'enseignement, fondé sur une « pédagogie active » (Granai) y est encore « expérimental ». Au cours d'échanges qui, parfois, ont de la difficulté à suivre l'ordre d'exposition défini initialement, Granai précisera le mode pédago-

⁵⁹ Comme l'indique une note plus avant, il s'intéresse à l'informatique appliquée à la sociologie et à la géographie, d'une part, et remplit sans doute des missions à l'étranger, d'autre part, comme semblent l'indiquer ses dernières publications, consacrées aux Philippines, ceci tout en continuant à aider Granai pour l'achèvement et le soutien de sa thèse, comme en atteste un courrier de 1977).

⁶⁰ Il aura plus tard un engagement politique : député socialiste de Paris de 1981 à 1986, succédant à L. Jospin ; on le retrouve plus tard aux côtés de J.-P. Chevènement avant qu'il ne rallie le Parti de Gauche en 2009.

⁶¹ Sénat, première session ordinaire de 1969-1970 (Annexe au procès-verbal de la 1^{re} séance du 25 novembre 1969). Avis présenté au nom de la Commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1970, adopté par l'Assemblée nationale (https://www.senat.fr/rap/1969-1970/i1969_1970_0057_01.pdf).

⁶² Le Centre d'études supérieures d'aménagement (CESA), aujourd'hui intégré à Polytech Tours (<https://polytech.univ-tours.fr/>)

⁶³ Ce qui laisse supposer que les formations en vigueur ne bénéficient pas encore l'habilitation qu'ouvre l'arrêté du 16 avril 1974 sur les DESS.

⁶⁴ Davidoff, Paul, *Integrated Integration Equity & Excellence in Education*, 4 (6), 1966, p.57-63. <https://doi.org/10.1080/0020486660040606>

gique spécifique de la formation d'Aix⁶⁵, qui n'est pas sans s'inspirer du Séminaire et atelier Tony Garnier (SATG) d'Auzelle et Gutton, géré par une association dont Georges Meyer-Heine est membre du conseil d'administration⁶⁶ :

« Nous avons, nous, en 1ère année, un système auquel j'ai fait allusion l'autre jour, que nous appelons le Séminaire de pratique de l'aménagement, qui est une longue simulation d'une étude d'aménagement jusques et y compris au niveau opérationnel. Chaque année depuis deux ans, nous faisons écrire par les étudiants, après leur simulation par un groupe d'étudiants qui y a participé, le texte complet de cette démarche, et leur propre interprétation avec leurs propres critiques. » (p. 59) (L'énonciation orale des discussions a également été volontairement conservée dans la retranscription des débats présentés dans ce compte-rendu).

Le nouveau directeur de l'IAR, Yves Prats, fort de son expérience de doyen à la faculté de droit de Nantes, mesure toute la différence du caractère expérimental de ce type de pédagogie au niveau de l'évaluation des étudiants :

« Il y a dans cette formation d'aménageur une fonction d'innovation très importante, en particulier dans la recherche de systèmes d'évaluation de la formation, qui rompent délibérément avec la tradition universitaire, et qui permettent aux étudiants en cours de formation d'intégrer un certain nombre de valeurs qui sont des valeurs sociales, et qui ne sont pas des valeurs corporatives ou traditionnelles académiques... Le type d'épreuve traditionnelle, écrite ou orale, que nous pratiquons encore très largement dans certaines institutions... ne permet pas cette confrontation avec le milieu de la vie professionnelle, le milieu urbain. » (p. 23)

Granai souligne pour sa part l'importance du positionnement de l'étudiant en regard des réalités sociales :

« ... Je pense que, pour nous, il est essentiel que nos étudiants apprennent à se contrôler eux-mêmes et à sortir d'eux-mêmes, à acquérir une distance, une disponibilité, face aux situations d'une part, et face aux hommes. Cela s'appelle apprendre l'adaptation. Et je pense que cela s'apprend en pédagogie, cela s'apprend très bien. Seulement il faut y mettre le prix, il faut y mettre le temps, et il faut surtout ne pas privilégier l'acquisition systématique de connaissances, lesquelles sont aussi systématiquement dévaluées. Ce à quoi il faut viser, c'est à l'acquisition de méthodes d'une part, et à cette structuration d'un comportement qui me paraît essentiel(le) pour définir le Planner, car finalement l'aménageur se définit davantage par un système d'attitudes que par un système de connais-

⁶⁵ Cette modalité a été pérennisée à l'IAR-IUAR (voir : Ouissame El Asri Hakim Cherkaoui Emmanuel Matteudi « L'atelier international d'urbanisme : une nouvelle manière d'interroger la formation et la profession ? », in Revue *Riurba* no 12, 2021, <https://www.riurba.review/article/12-atelier-2/atelier-international/>) et s'est généralisée dans beaucoup de formations en urbanisme (voir, par exemple : Éric Grasset Emmanuel Thimonier-Rouzet, « L'atelier-projet en sciences du territoire : un module de formation vers l'insertion professionnelle », in *Riurba* no 12, 2021, <https://www.riurba.review/article/12-atelier-2/atelier-projet/>) ; à titre d'exemple, voir : <https://shs.hal.science/halshs-01130999v1/document>

⁶⁶ Diener Amandine, « L'atelier professionnel du Séminaire et atelier Tony Garnier, ou la genèse des formations en urbanisme : le cas de l'atelier "Metz-Nancy, métropole d'équilibre" (1964-65) » in Revue *Riurba* no 11, janvier 2021 (<https://www.riurba.review/article/11-atelier-1/tony-garnier/>).

sances, me semble-t-il. Ça été sous-entendu. Je pense que nous pourrions peut-être, si vous en étiez d'accord, faire figurer ce thème dans notre synthèse.» (p. 33)

Le Belge Vrancks, de l'Université catholique de Louvain, considère de son côté qu'il existe deux méthodes pour faire fonctionner des effectifs étudiants d'origine disciplinaire différente :

« ... Il y a une méthode... que l'on a retrouvée dans d'autres écoles, on lance l'équipe pluridisciplinaire dans le bain, directement... Et il y a l'autre méthode..., ou l'on crée d'abord ce que l'on appelle un langage commun, et puis nous passons à l'atelier. » (p. 19)

Pour Vrancks la question du « langage commun » croise celle du caractère social de la pratique de l'urbanisme, au motif que, pour lui, « le public doit participer à l'action d'urbanisme, pour que ce ne soit pas une chose qui soit faite en chambre ». Les discutants reviendront plus tard, dans partie de la réunion portant sur la recherche, sur ce sujet (qui annonce d'une certaine manière ce que Jürgen Habermas allait plus tard nommer l'« agir communicationnel »⁶⁷ et que déjà Herbert Marcuse (1898-1979)⁶⁸, très influent dans les années 1960-1970, avait marqué de son empreinte). Lorsqu'est abordée l'importance de la recherche, Georges Granai revient en effet longuement sur le sujet, cette fois soulevé par J. Beaujeu-Garnier⁶⁹, à propos du travail sur les quartiers les plus marginaux :

« La caractéristique qui nous a paru majeure au niveau de la formation - et nous voyons qu'au niveau de la recherche des préoccupations analogues apparaissent - c'est sans doute le fait que l'on veut insérer d'une nouvelle façon l'aménageur dans le cadre social. Il n'est pas un simple technicien de choses objectives, il intervient de quelque façon dans le processus social. C'est un agent de ce processus social. À ce moment-là, effectivement, il conviendrait de développer cette possibilité de communication avec des tiers différenciés. Seulement alors, je me permets deux remarques là-dessus, fondées en partie sur ma propre expérience.

L'information généralisée tous azimuts pour tout public : nous savons qu'elle ne porte pas ses fruits, ou bien qu'elle ne les porte que pour des couches sociales bien déterminées, auxquelles généralement nous appartenons. Des expériences très nombreuses ont été faites, ici même à Aix, par mon ex-laboratoire de sociologie ; avec l'Agence d'Urbanisme, nous avons essayé de toucher le public aixois : nous touchions toujours les mêmes personnes, un nombre extrêmement restreint, mais la grande masse nous ne la touchions absolument pas. Nous avons tenté des expositions en essayant un graphisme d'une simplicité écoeurante. Eh bien, cela ne marchait pas non plus. Ce qui signifie que nous ne pouvons parler d'urbanisme qu'à des publics extrêmement différenciés, et chaque fois avec un langage particulier. » (p. 67)

Se pose par ailleurs la question de la pluridisciplinarité, à la fois dans la pratique de l'urbanisme et dans des formations qui accueillent des étudiants venant d'horizons différents. Granai se prononce, quant à lui, pour l'admission d'étudiants venant de disciplines diverses, mais disposant d'acquis so-

⁶⁷ Habermas Jürgen, *Théorie de l'agir communicationnel*, (*Theorie des kommunikativen Handelns*, 1981), réédition : Paris, Fayard, 1987.

⁶⁸ Krtolica , Igor , « Herbert Marcuse, penseur de la révolte des étudiants allemands », *Cahiers du GRM*, 2012 , URL : <http://journals.openedition.org/grm/282> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/grm.282>

⁶⁹ « L'Université ne met pas de barrières contre la participation des gens. Ce n'est pas connaître les méthodes de travail des universitaires français. Nous allons dans les pires ghettos, nous allons voir les travailleurs émigrés, nous allons voir n'importe quoi et nous travaillons avec eux. Ce qu'il y a ensuite, c'est que nous ne diffusons pas à leur niveau le résultat de nos recherches. » (p. 61)

lides dans leur spécialité. Évoquant le cas d'un étudiant venant de la formation de Tours, la seule à l'époque à enseigner l'urbanisme dès le premier cycle⁷⁰, il dit la difficulté de cet étudiant à se situer par rapport à ses camarades issus de disciplines déjà bien établies :

« Ce garçon, c'est un spécialiste de quelque chose qui n'est pas encore défini. Et c'est très grave, parce qu'il tend à circonscrire une zone dont le contenu est flou, Alors évidemment, il est très mal à l'aise. Il n'est pas économiste mais il a fait de l'économie ; il n'est pas sociologue mais il a fait un tout petit peu de sociologie ; il n'est pas géographe mais il a fait un peu de géographie. Mais il ne possède rien de première main, tout lui a été donné de seconde main. » (p. 28)

Lacaze, sur ce même sujet, pointe pour sa part les limites de la formation des architectes et soulève une question qui résulte de l'ambiguïté du concept d'urbanisme, confondant ce que, au contraire, continuent de distinguer les Anglo-Saxons :

« Par contre, il y a un domaine où on pourrait prendre position, c'est celui de la formation des architectes, où incontestablement, enfin à mon avis, il y a deux gros défauts : le premier, c'est que c'est uniquement vouloir apprendre le volume architectural et rien de ce qui se passe autour ; et il y a quand même deux choses très importantes, enfin c'est l'architecture dans l'urbanisme, et puis ce que j'appelais l'urban design, c'est-à-dire l'architecture des espaces extérieurs qui... me paraît quand même terriblement sous-traitée. » (p. 36)

La suite de la réunion est consacrée à la recherche. Jacqueline Beaujeu-Garnier introduit le sujet en rappelant les différents « niveaux » de recherche : « recherche empirique, recherche de synthèse à partir des monographies, des travaux, et puis recherche fondamentale à partir de la théorie ».

Granai, après avoir rappelé son expérience dans la recherche, en souligne l'importance non seulement pour son apport général à la connaissance mais aussi pour la qualité de l'enseignement :

« Toute institution universitaire vouée à la formation en matière d'aménagement et d'urbanisme, fait par vocation de la recherche. Ces recherches... [peuvent être] liées aux spécialités respectives des divers enseignants, mais [elles] s'appliquent aux problèmes spatiaux de l'aménagement, incontestablement... Il y a nécessairement recherche au niveau des enseignants et des chercheurs si l'on veut faire une formation à l'aménagement. Parce que faute de quoi, la formation à l'aménagement c'est une formation à un ensemble de recettes figées. La nécessité de nous adapter à une situation extrêmement mouvante exige de la part des enseignants une activité de recherche. » (p. 48 & 50)

La suite du compte-rendu fait état d'un regroupement des participants à ces journées, intégrant les membres d'une réunion parallèle qui avait comme objet les échanges universitaires internationaux dans le domaine de l'urbanisme, et c'est le professeur Jacques de Lanversin qui va présider la séance. Granai est tout d'abord invité à présenter la synthèse issue de son groupe. Elle mérite d'être citée pour sa clarté et sa concision :

« Nous avons insisté, d'autre part, sur le caractère pluridisciplinaire inévitable de cette formation. Mais, et point qui nous paraît à nous essentiel à mettre exergue je dirai dans nos rapports, sur cette idée que la formation n'est pas une formation dans le sens exclusivement

⁷⁰ L'aménagement a connu entre 1992 et 2004 (arrêté du 14 août 1992) les IUP (Institut universitaire professionnalisé) conduisant au titre d'Ingénieur-Maître.

technique du terme de l'aménageur, car une dimension essentielle des problèmes d'aménagement dans tous les pays, c'est cette dimension proprement sociale : tout problème d'aménagement débouche sur un processus social, et la formation des aménageurs et des urbanistes doit tenir le plus grand compte de cette dimension, à savoir qu'il convient de former les étudiants à cette fonction d'agent social... (p. 71-72).

L'initiation à la recherche nous paraît être un corollaire indispensable à la formation en matière d'aménagement, dans la mesure où l'initiation à la recherche est susceptible de compléter cette nécessaire formation à la disponibilité, aux situations, à l'adaptation aux situations, et surtout à l'adaptation aux hommes, car si l'urbaniste ou l'aménageur est un agent d'un processus social, il va de soi que cette dimension relationnelle aux autres devient une dimension fondamentale de son métier, qui nous semble avoir été négligée dans les structures traditionnelles qui privilégiaient la dimension technique, sinon technocratique, du métier. » (p. 74)

La suite de la réunion aborde la création d'une association internationale, présentée par le Professeur Alex Gabbour de l'Université de Montréal :

« M. GABBOUR. - Dans une perspective de coopération internationale, après avoir discuté, le groupe a adopté les résolutions suivantes :

Création d'une Association internationale dont le titre proposé est le suivant : ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN AMÉNAGEMENT URBAIN ET RÉGIONAL (International Association for Urban and Regional Reform and Education).

L'Association regroupe les institutions qui sont consacrées à la formation professionnelle et à la recherche en matière d'aménagement urbain et régional, dans une perspective systématiquement pluridisciplinaire.

L'objectif de l'Association est :

1° - d'établir une communication permanente pour l'échange des informations et des expériences des institutions membres.

2° - de mettre en oeuvre les moyens permettant à chacune d'entre elles de promouvoir les innovations en matière de programme, de méthode pédagogique et de recherche.

Et comme moyens d'action, il est suggéré que le lieu provisoire de cette Association soit l'Institut d'Aménagement Régional d'Aix-en-Provence, et que le Président de cette Association soit M. Jacques DE LANVERSIN, et le trésorier M. Yves PRATS. » (p. 75-76).

Après avoir soulevé la question des statuts d'une telle association, Jacques de Lanversin en précise l'étape suivante :

« La deuxième proposition concrète, que je vous transmets pour partie au nom du Professeur ASTENGO, qui n'a pas pu rester et qui a dû rejoindre Venise hier, c'est que notre prochaine rencontre dont ces deux journées ont fait apparaître la nécessité, se tienne à Venise, à une date non déterminée, sur laquelle nous nous concerterons, mais dans une période relativement proche, pour pouvoir mettre sur pied ces institutions. » (p. 78-79).

Après cette importante rencontre et pour la période qui se situe immédiatement avant la disparition de Georges Granai (1981), on dispose de quelques écrits qui font apparaître qu'il était engagé dans des démarches pour achever et parvenir au soutien de cette thèse qu'il traînait comme un boulet.

C'est le sens d'un échange avec Trystram, alors professeur à la Sorbonne, pour la direction de ce travail et la définition d'un jury. L'ultime réponse de Granai est une lettre manuscrite de cinq pages (17 juin 1978)⁷¹, où il aborde successivement la régularisation de sa situation académique : inscription sur la liste d'aptitude (LAFMA), démarche auprès du conseil des universités (CCU) pour la qualification et la nomination, puis le plan de sa thèse, déjà bien structuré : une partie théorique introduisant le bilan d'un travail sur le « phénomène urbain » qui revisite, dans une seconde partie, les travaux qu'il a dirigés depuis le début des années 1960, « jusqu'au colloque de Royaumont » (c'est lui-même qui le mentionne comme un aboutissement).

En conclusion

Granai était manifestement plus un homme de l'oralité que de l'écriture (et pourtant qu'elle est d'une belle calligraphie à en voir l'original de la lettre citée précédemment !). Homme de parole et de la communication-transmission, il a formé nombres d'étudiants, qui se sont distingués comme chercheurs aussi bien que comme praticiens, et laissé un souvenir fort et durable au département de sociologie comme à l'IAR. S'intéressant précisément à la parole, au sens des mots comme à leurs effets dans interlocution, il enrôla la linguistique dans ses recherches sociologiques pour questionner les concepts et explorer ce qu'elle pouvait apporter au « phénomène urbain », appréhendé comme une structure articulant la matérialité de la ville et sa dimension sociale.

Jacques de Lanversin, le premier directeur de l'UER IAR, professeur agrégé de droit qui avait ce qui manquait à Granai, les agréments académiques, mais cependant homme de terre puisqu'il quitta le droit pour la vigne⁷², peint ainsi Granai dans son texte d'hommage⁷³ :

« Georges Granai était un homme de contact et de discours... Mais Georges Granai était aussi un homme de la terre – et de la pierre... Ici, au pays des Camisards⁷⁴ (les Cévennes, DP), on voyait bien que Georges Granai s'était débarrassé des rites et des précautions dont il jalonnait sa démarche et son dialogue dans le monde universitaire et cosmopolite. Sa sociologie n'était plus peuplée que de paysans, rudes et nouveaux... avec lequel il entretenait des relations d'amitié privilégiée. Il les connaissait tous et en parlait bien. Comme il parlait aussi des pierres – et surtout de celles qui peu à peu rassemblées, ordonnées, constituait le cadre de sa belle demeure. Il était fier d'ailleurs de cette maison et de ce en quoi il avait contribué à la faire. » (p. 31)

Homme de parole, Granai est arrivé trop tôt dans le siècle, lui qui, en faisant systématiquement enregistrer ses cours, et certains colloques, dont il donnait à taper à la machine l'intégralité du contenu, exposés aussi bien que débats, (comme les journées sociologiques de janvier 1968), avait, en ayant cette précaution-attention, l'intuition d'un type d'archivage peu commun à son époque, mais susceptible d'être exploité. Sur ce plan, il aurait été bien mieux servi aujourd'hui avec la vidéo en direct. Cependant les bandes de ses enregistrements, si peu audibles soient-elles, restent et on peut imaginer qu'à partir de cette matière et en l'associant avec les photos que l'on conserve de lui, l'IA serait en mesure de restituer une belle présence vidéographique de sa pensée.

⁷¹ Voir la version numérisée : <https://amubox.univ-amu.fr/s/WkxYp8Pqez2PY6>

⁷² Il acquit, dans les années 1960, le Domaine du Deffends près de Saint-Maximin-Sainte Baume, pour se consacrer pleinement à la culture de la vigne en 1982 (<https://blog.vignartea.fr/domaine-du-deffends/>).

⁷³ op. cit. p. 31.

⁷⁴ Granai possédait une maison à Monoblet, au pied du Mont Aigoual, en Lozère.